

MERCREDI 1^{ER} FÉVRIER 2023

FORUM Libération



LES DÉFIS DE LA SOLIDARITÉ ÉCOLOGIQUE

Transports, habitat, alimentation, travail...
A l'occasion des journées Solutions solidaires,
deux jours de débats pour explorer différentes pistes
et accompagner les mutations de nos sociétés.



solutions solidaires
UNE INITIATIVE DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Ensemble

Plus que jamais, la solidarité apparaît comme la valeur essentielle du monde de demain. Solidarité face aux agressions militaires, solidarité face aux pénuries et à la crise sociale, solidarité face aux discriminations, solidarité face aux crises climatiques. Ce n'est pas un hasard si, depuis plusieurs années maintenant, Libération est partenaire de la plateforme de réflexions Solutions solidaires. Ce partenariat nous a permis d'étudier et d'envisager, bien avant qu'elles n'entrent en pratique, des solutions qui, pour certaines, font désormais partie de notre quotidien : ainsi cet « arrondi » à la caisse qui finance sans douleur, ou presque, des associations d'entraide ou des organisations humanitaires. Plus que jamais il va falloir se soucier des plus précaires car ils sont en première ligne face au dérèglement climatique, à la crise énergétique et à l'inflation. La transition écologique est un impératif, nous le savons tous désormais, Etats, entreprises comme particuliers : le mouvement est lancé et il ne s'arrêtera plus. Mais, une fois encore, ce sont les plus pauvres qui ont le plus de mal à l'assumer car cette transition, dans un premier temps, demande des moyens financiers importants, ne serait-ce que pour la rénovation de l'habitat. Pour essayer de dégager des solutions pérennes et accessibles à tous, Libération s'invite jusqu'au 5 février à la Semaine de l'écologie solidaire à Bordeaux. Une semaine riche en événements et en propositions qui commencera par deux journées Solutions solidaires - avec des personnalités telles que Cécile Duflot et Laurent Berger - et qui se prolongera par deux jours consacrés au Climat Libé Tour qui traversera la France tout au long de 2023 et qui a choisi Bordeaux pour première escale. C'est tous ensemble, ruraux et urbains, jeunes et vieux, politiques et citoyens que nous y arriverons.

ALEXANDRA SCHWARTZBROD

L'ÉCOLOGIE SOLIDAIRE ENFIN URGENCE NATIONALE ?

Réalisé en partenariat avec la plateforme Solutions solidaires, le baromètre Ifop montre que la transition écologique est désormais une priorité pour les Français, tout comme la solidarité avec les plus précaires.

Par VIRGINIE DE ROCQUIGNY
Infographie ALICE CLAIR

Harmoniser les politiques écologiques et sociales, remettre la société « dans une dynamique de progrès et de justice », ne pourront se faire qu'en mêlant expérimentations locales et initiatives globales. Cela tombe à pic, pour la première fois, et devant le chômage, la santé ou la sécurité, l'écologie arrive en tête des sujets de réflexion des Français, affirme la dernière édition du baromètre des Solutions solidaires-Ifop (1) qui sera dévoilé lors du forum. Raccord avec l'actualité brûlante de l'année passée, l'urgence écologique et les écarts de revenus et de richesse se placent donc en tête des préoccupations hexagonales. Le réchauffement climatique est retenu par 55% des personnes interrogées comme l'un des deux changements actuels les plus importants, un chiffre en progression de 12 points par rapport à janvier 2021. Les incendies, la sécheresse et la canicule de l'été dernier ont laissé des traces. Près de la moitié des personnes interrogées citent par ailleurs le changement climatique comme le risque le plus fort à la fois pour la société et pour eux-mêmes. Face à l'urgence, l'action des pouvoirs publics ne satisfait pas les sondés : 69% d'entre eux estiment qu'elle n'est pas à la hauteur. « Il y a quelque chose qui monte dans l'opinion par rapport aux écogestes », constate Jérôme Fourquet, politologue et directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop. De plus en plus de Français se disent qu'agir au quotidien, c'est très bien mais qu'il faut changer d'échelle. » Néanmoins, leur jugement n'est pas moins sévère en ce qui concerne le comportement général : 60% des personnes interrogées affirment que les Français ne sont pas à la hauteur, tout en ayant très largement conscience que les blocages ou les mauvaises décisions se situent souvent au niveau

du compte en banque à l'heure de changer de voiture, de rénover son logement ou de remplir son frigo. Un fort consensus se dégage d'ailleurs autour de l'idée selon laquelle les conséquences des dérèglements écologiques touchent en priorité les plus pauvres, davantage exposés. De même, 80% des personnes interrogées adhèrent à l'idée selon laquelle les plus riches, bien que peu nombreux, sont responsables d'une large part de la pollution et des dérèglements climatiques.

« La peur de ne pas vivre décemment »

A la question « quels gestes écologiques le manque de moyens vous empêche-t-il le plus de faire ? », les sondés mentionnent en majorité la rénovation de leur habitat, la consommation et les déplacements. Afin de pouvoir faire mieux, ils se montrent en faveur d'aides financières ponctuelles chaque mois (37%), une idée qui continue d'insister. « Ce qu'on observe, c'est qu'il y a des demandes à tous les niveaux pour être plus en phase avec sa conscience écologique », insiste Jérôme Fourquet. Tous les profils se heurtent à une butée pour aller plus loin. » Si la délinquance et les incivilités apparaissent toujours en tête des aspects de la vie pour lesquels les Français voudraient davantage de protection, le changement climatique et ses conséquences se hissent désormais à la deuxième position, avec un point d'écart seulement, au même niveau que la maladie. Autre enseignement majeur de cette étude, la peur de la pauvreté a pris le pas sur celle du déclassement. Les écarts de revenus et de richesses sont cités par 47% des personnes interrogées comme l'un des changements en cours les plus importants, en progression de dix points en deux ans. Il arrive à la première place chez les ouvriers, mais aussi chez les artisans et commerçants. « La crainte du chômage a quasiment disparu des écrans radars depuis quelques années sans pour autant que cela

Les changements jugés les plus dangereux pour la société

Lequel de ces changements percevez-vous comme le risque le plus important pour notre société ?

Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses



L'adhésion à différentes affirmations concernant la crise écologique

Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des opinions suivantes ?

Manque de moyens financier Beaucoup de personnes manquent de moyens financiers pour agir au quotidien et faire ce qu'il faudrait (changer leur voiture, rénover leur logement, manger autrement...)	
Les plus pauvres plus touchés Les conséquences des dérèglements écologiques touchent en priorité les plus pauvres, qui y sont davantage exposés (logements mal isolés, mauvaise alimentation...)	
L'action des Français L'action des Français au quotidien est à la hauteur des urgences écologiques	
L'action des pouvoirs publics L'action des pouvoirs publics est à la hauteur des urgences écologiques	
Les plus riches responsables Ils sont responsables d'une large part de la pollution et des dérèglements climatiques (Avion, voitures à grosses cylindrées, résidences secondaires, haut niveau de consommation...)	

néfesse la peur de la pauvreté. Ce que l'on voit s'installer en creux, c'est la situation des travailleurs pauvres, commente Jérôme Fourquet. La préoccupation aujourd'hui pour une partie des Français, ce n'est pas de savoir s'ils auront un emploi ou pas, mais plutôt la peur de ne pas réussir à vivre décemment quand bien même ils touchent un salaire. »

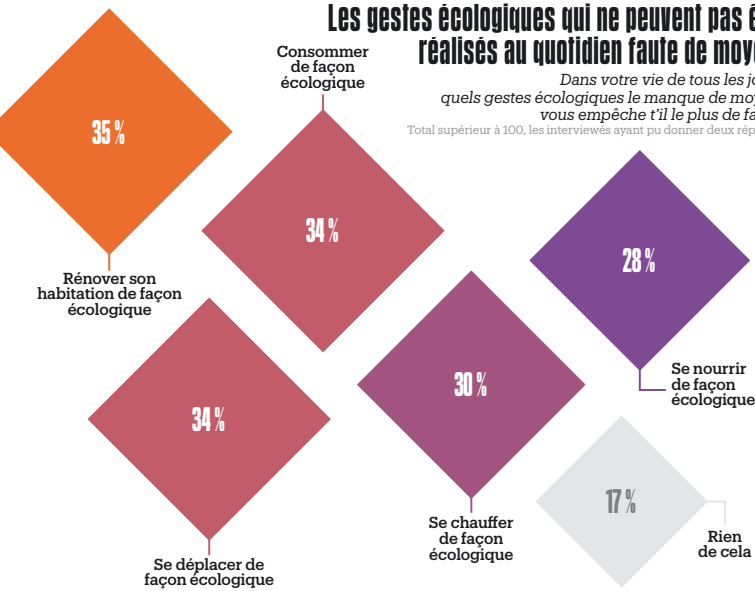
« Une écologie solidaire qui ne soit pas punitive »

A la grande question que l'on pourrait résumer en « fin du monde ou fin du mois ? », la réponse est

Les gestes écologiques qui ne peuvent pas être réalisés au quotidien faute de moyens

Dans votre vie de tous les jours, quels gestes écologiques le manque de moyens vous empêche t'il le plus de faire ?

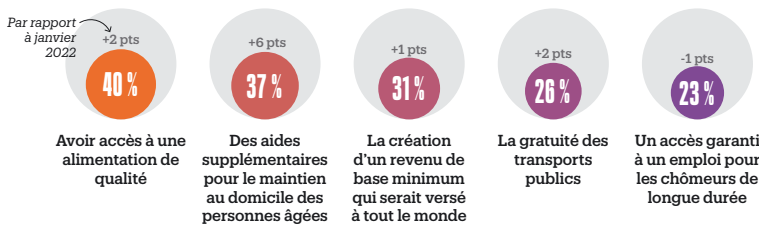
Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses



Les solutions les plus utiles pour aider les gens au quotidien

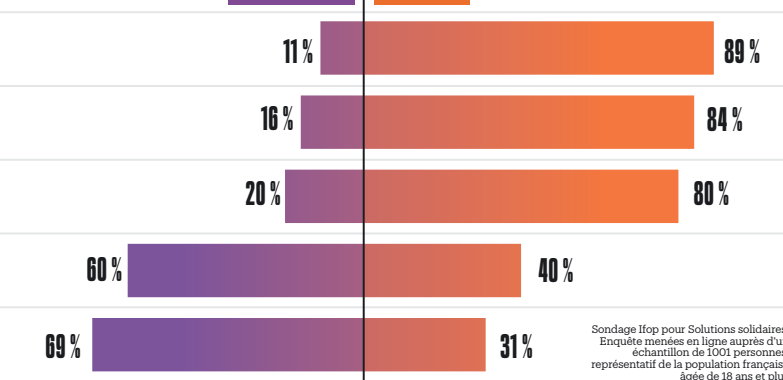
Selon vous, parmi les solutions suivantes, lesquelles aideraient le plus les gens dans leur vie quotidienne ?

Cinq premières réponses les plus citées. Plusieurs réponses possibles



PAS D'ACCORD

D'ACCORD



Sondage Ifop pour Solutions solidaires. Enquête menée en ligne auprès d'un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus

sans appel: pour 48% des personnes interrogées, il faut mener de front les questions sociales et écologiques. Ce qui ne surprend pas le président du département de la Gironde, Jean-Luc Gleyze: «Nous sommes convaincus du lien direct entre urgence climatique et urgence sociale. Nous l'avons bien vu avec les incendies de cet été. Qui fallait-il aider en premier lieu? Les personnes âgées, les personnes hospitalisées à domicile... En bref, les personnes les plus fragiles. C'est pourquoi il faudrait une écologie solidaire, qui ne soit pas punitive mais au contraire ac-

compagnante.» Dans le baromètre, les réponses diffèrent néanmoins selon les générations... Les moins de 35 ans mettent davantage la focale sur l'environnement. Au final, interrogés sur les valeurs qui leur semblent les plus importantes, les sondés retiennent la liberté, l'autonomie et l'égalité. «Aider tout le monde à avoir une prise sur le cours de sa vie reste une idée fédératrice», conclut Jérôme Fourquet. ◀

(1) Enquête menée auprès d'un échantillon de 1001 personnes en janvier.

«Sans investissement public, le privé ne peut fonctionner»

Michel Lussault est géographe, professeur à l'ENS Lyon et directeur de l'Ecole urbaine de Lyon. Il revient sur les grandes tendances du baromètre Ifop-Solutions solidaires.

L'urgence écologique et les écarts de richesse sont désormais en tête des préoccupations des Français. Une évolution qui interpelle. Quelles sont les nouveautés de cette étude de l'Ifop?

Il est notable de voir l'importance prise par le réchauffement climatique. Avec l'exposition aux vagues de chaleur se précise ainsi une montée très forte de la prise de conscience de la destruction des écosystèmes. Cette sensibilité-là est en très forte croissance dans tous les groupes d'âge et tous les groupes sociaux.

Quelle chose est en train de bouger. La question sociale reste aussi très forte. Ce qui pose surtout problème, c'est l'accroissement des écarts entre les super-richesses et les questions de pauvreté et de déclassement... Les gens n'ont plus confiance. La remise en cause de cette croyance n'est pas sans lien avec la montée de la préoccupation environnementale. De plus en plus de gens font le lien entre crise environnementale et crise sociale. Avec l'effet Covid, on a pris conscience de l'importance de l'angoisse sanitaire, des questions environnementales, du délabrement de l'hôpital... Durant la pandémie, les premiers de cordée se sont mis au vert tandis que les premiers de corvée restaient dans le RER.

Quelles solutions envisager ?

Je reprends les analyses d'António Guterres, le secrétaire général de l'ONU. On doit inciter les Etats à prendre la question des inégalités au sérieux. La polémique développée à l'issue des vœux du président Macron, (le fameux «qui aurait pu prédire la crise climatique?») nous interroge sur le fait qu'un chef d'Etat puisse encore utiliser ce type de formule. Cela traduit la difficulté à admettre que les logiciels de pensée datent des années 70... Une confiance absolue dans la croissance en adaptant à la marge notre modèle. Il nous faut réfléchir différemment. Ne pas casser totalement le capitalisme mais avoir le courage de réfléchir à une

nouvelle économie. Notre relation aux ressources reste un impensé politique. **En tant que géographe, que proposez-vous ?**

On devrait réorienter l'urbanisme, réfléchir aux mobilités des personnes, sortir de la dépendance à l'automobile, réorganiser les mobilités au quotidien, les circulations intra-urbaines, développer les transports en commun... Si on peut faire baisser la mobilité individuelle, cela coûtera cher aux collectivités, mais c'est un moyen de repenser l'organisation du système productif. Plutôt qu'attendre et prendre de plein fouet une crise, il faut anticiper et trouver des secteurs capables de créer de l'emploi. Se tourner vers les circuits courts, effectuer des transferts vers une économie agro-écologique. Régler la question environnementale sans investissement public massif n'est pas possible. Ce qui a sauvé la mise aux entreprises privées pendant la période de

pandémie, c'est la puissance publique. S'il n'y a pas d'investissement pu-

blic, le privé ne peut pas fonctionner, notamment le secteur du bâtiment. Il nous faut d'ailleurs relancer la réflexion sur des bâtiments conçus avec des techniques plus durables. Ils devront être faciles d'utilisation, faciles à recycler. On devra passer du bureau au logement et du logement au bureau... **On évoque souvent une société égoïste. Or le sondage montre le contraire. Cela vous surprend ?** Pour l'alimentation et l'aide aux agriculteurs, non. Pour les personnes âgées, non plus. La société française vieillit, et l'on voit dans les débats publics beaucoup de gens attentifs aux soins apportés aux personnes vulnérables. Avec la crise de l'hôpital, on a senti les gens à l'écoute sur la question du soin. Cela montre combien est remise en question l'idéologie de la performance et de la compétition. Les affaires de harcèlement et de souffrance au travail sont devenues un enjeu politique. Pour la question du revenu de base, c'est plus surprenant. Il n'était pas très présent dans les préoccupations politiques en France. Il est apparu à la présidentielle de 2017, porté par Benoît Hamon. Il pose la question des conditions de subsistance et doit être relié à l'inquiétude sur les inégalités. Enfin la liberté, l'égalité et la solidarité sont des valeurs que nombre de personnes chérissent. Je crois à ces valeurs universelles. La liberté va de pair avec la justice sociale. La vieillesse devine républicaine reste d'actualité.

Recueilli par DIDIER ARNAUD

FORUM Libération



Un garage solidaire sans «mettre la pression»

Rouages A Lormont, en Gironde, un lieu propose des réparations à des prix accessibles aux personnes précaires et fournit un emploi à des personnes éloignées du monde du travail.

C'est un endroit difficile à trouver. A vingt minutes du centre de Bordeaux, voici la ville de Lormont. Un tas de pneus à l'entrée, un grand bâtiment dans une zone industrielle, des véhicules de petite taille: ici, pas de Mercedes décapotable ni de Porsche Cayenne, mais de la musique d'ambiance. Des voitures attendent, capot ouvert, ou pas, d'autres sont montées sur un pont. Au Garage solidaire, on peut faire réparer son véhicule avec des pièces à prix coûtant et 35 euros de l'heure sur de la mécanique simple, «on diagnostique tout, mais on ne dispose pas des derniers outils technologiques et le parc de véhicules est assez âgé», reconnaît Stéphane, le chef d'atelier. Car le lieu est réservé à des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté (1). Il dispose également de voitures pour la location (une soixantaine au total, qui coûteront à l'utilisateur entre 2 et 7 euros par

jour). «On fait des diagnostics au plus juste, poursuit le responsable d'atelier. Les gens viennent ici avec des voitures modestes.»

Franchise. Le Garage solidaire de Lormont fait partie du réseau Agil'ess (ex-Réseau Apreva), une structure nationale ayant pour but «d'œuvrer pour le développement et la professionnalisation des garages et loueurs solidaires intervenant en faveur de la mobilité pour tous». Il fonctionne comme une franchise sociale. Ici, la solidarité n'est pas un vain mot. Outre ses services aux particuliers précaires, il offre du travail à des personnes éloignées du monde de l'emploi.

Voilà d'ailleurs les mécanos. Tous en réinsertion professionnelle, après avoir connu diverses galères, parfois traumatiques, à l'école, entre autres. Ils viennent de communes voisines comme Ambarès-et-Lagrave, Floirac ou Villenave-d'Ornon, dans le département de la Gironde. Il y a Nicolas, qui préfère ne pas parler mais se prépare à effectuer une VAE (validation des acquis de l'expérience) en mécanique. Majid, qui va prendre des cours de français pour «améliorer le contact avec le client». Moustapha, qui se prépare à un CAP pour monter un garage mobile et aller chez les particuliers, Abderrahmane qui rêve d'ouvrir une casse auto-

mobile; et enfin le dernier arrivé, qui a commencé hier, et qui semble, selon ses pairs, «toucher sa bille»... «On ne les laisse jamais tomber. Parfois, ils ont des projets irréalistes, rebondit Albine Sérís, déléguée générale du réseau Agil'ess. Ouvrir une casse par exemple, c'est impossible si on ne dispose pas d'argent... Il faut alors transformer leur motivation. Tous sont orientés par leur conseiller, accompagné par les services sociaux.»

Au Garage solidaire, la journée débute à 8h30 jusqu'à midi, puis c'est la pause. La reprise s'effectue à 13h30 jusqu'à 16h30. «Il s'agit d'une association pour aider les gens. On ne réalise pas beaucoup de chiffre d'affaires. Ici, le rythme est très largement en dessous du niveau d'un garage classique. Cela ne sert à rien de leur mettre la pression, nous ne sommes pas une société à but lucratif. Il s'agit de penser à eux, avant toute chose. Il faut leur accorder du temps.»

En moyenne, deux voitures sont réparées chaque jour. Les bénéficiaires des locations et réparation sont, eux aussi, pour la plupart souvent en contrat d'insertion. S'ils possèdent leur propre véhicule, ils n'ont générale-

ment pas assez d'argent pour le faire réparer. «Nous essayons d'offrir une possibilité de mobilité à toutes les personnes en difficulté. Le permis est souvent un des freins principaux. Le scooter, la voiture sans permis, le vélo électrique sont autant de mobilités douces, moins coûteuses sur l'entretien», confirme Albine Sérís. Et qui permettent à l'occasion de réduire l'empreinte écologique des transports quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

Couteau suisse. Stéphane considère son travail comme «du vrai management». «Ils en ont besoin car ils n'en ont jamais eu. Parfois, même avec trente ans de carrière et de très bonnes compétences, ils ne possèdent pas de méthode de travail. Leur parcours a provoqué une incapacité à gérer le boulot. Je suis un couteau suisse. Je jette en permanence un œil sur tout, je surveille l'avancement du travail, je leur donne des conseils, je leur explique pourquoi ils doivent faire ceci ou cela.» «Nous fonctionnons pas mal grâce au bouche-à-oreille et avec les prescriptions de Pôle Emploi, des missions locales», détaille Albine Sérís.

Les garagistes en formation tournent à cinq contrats de deux ans renouvelables, payés au smic horaire. Ensuite, ils rentreront en formation ou trouveront un travail, pas forcément dans le milieu de la mécanique, mais dans la logistique de transport ou le milieu de l'automobile. «Bref, on les aide. Réparer une voiture a un sens, apporte de la satisfaction. C'est vraiment un cercle vertueux.»

DIDIER ARNAUD

Envoyé spécial à Lormont (Gironde)

(1) 940 euros pour une personne seule, selon l'observatoire des inégalités (2022)

«Le scooter, la voiture sans permis, le vélo électrique sont autant de mobilités douces, moins coûteuses sur l'entretien.»

Albine Sérís
déléguée générale du réseau Agil'ess



MATHILDE VAN GHELUWE

Eco-anxiété chez l'enfant

Expliquer, montrer et positiver

Transmission

Parler aux petits pour les préparer aux défis climatiques peut s'avérer délicat et source de stress. Une explication claire doit accompagner les actes. Démonstration.

Si votre progéniture a reçu à Noël un livre dans la veine du jeu *Sauve ta planète* (Topi Games), peut-être vaut-il mieux penser à le recycler en origamis (zéro déchet). «Vouloir à tout prix alerter les enfants en leur disant que tout va mal, au mieux, c'est inefficace, au pire, cela peut avoir des conséquences catastrophiques comme de l'éco-anxiété», glisse Frédéric Lisak, créateur des éditions Plume de carotte, spécialisées dans les livres sur la nature pour les enfants depuis 2001.

Contact. Alors, une fois qu'on a fini l'atelier origami, on fait quoi? «On met des bottes, et on sort!» con-

seille en riant l'éditeur dont les livres ont pour objectif de donner envie aux enfants de mettre le nez dehors pour bâtir des cabanes ou observer les fourmis. «C'est un pari simple: à partir du moment où l'enfant va connaître la nature, il va y être sensible. Et je ne parle pas d'une nature exceptionnelle et fantasmée comme la forêt amazonienne, mais de la nature de proximité, celle que l'on trouve partout, même en ville. C'est le couple de mésanges dans le square, le coquelicot sur le talus. Evidemment, il y a bien d'autres questions liées à l'écologie à aborder avec les enfants, mais je pense que si on saute cette première étape, tournée vers la curiosité et le plaisir, on rate l'essentiel.»

Ce contact sensoriel avec le vivant, Sophie Marinopoulos, psychologue spécialisée dans les questions de l'enfance et coautrice d'un plaidoyer intitulé *Quels enfants laissons-nous à la planète?*, rappelle qu'il commence dès la naissance: «Je pense qu'on vit l'écologie avec ses enfants avant d'en parler. En s'amusant à écouter et détecter les oiseaux ou le vent, mais surtout en proposant à son enfant une façon de vivre respectueuse de l'environnement. Le

bébé observe ses parents, éprouve leur rythme de vie, s'en imprègne.» Pour la pédopsychiatre Laelia Benoit, donner l'exemple ne suffit pas. Au cours des entretiens menés pour une étude consacrée à l'impact du changement climatique sur le bien-être et la santé mentale des enfants, la chercheuse a remarqué que beaucoup de parents engagés, qui choisissent par exemple de réduire leur consommation de viande ou de ne plus prendre l'avion, prennent le parti de faire, plutôt que de parler, par peur d'inquiéter. «Or, notre étude montre que les 7-10 ans ne vont pas retenir ces actions si on ne leur a pas expliqué les raisons de nos choix. Pour pouvoir transmettre un mode

de vie tourné vers une forme de sobriété, il faut à la fois montrer l'exemple et expliquer. Cela ne se passe pas de mots.» Elle conseille d'utiliser des termes simples et de formuler les choses de manière positive. Pour parler des vertus du compostage, on évoquera le festin qui attend les lombrics dans les épluchures et le beau terreau qu'on pourra réutiliser par la suite. «Ainsi on raconte une histoire et elle n'a rien d'inquiétante», commente Benoit.

Chouquette. Mais si l'enfant, ce petit être redoutable toujours bien renseigné, nous demande dans la file de la boulangerie si c'est vrai qu'un quart des espèces sur Terre

sont menacées de disparition, on répond quoi? Lui fourrer une chouquette dans la bouche n'est pas une option. «On ne peut pas cacher les vérités difficiles, mais on doit accompagner l'enfant. Oui, il y a des choses tristes et on peut en parler à condition de prendre un temps pour cela, un temps où on est vraiment concentré sur l'enfant et présent pour accompagner l'expression de ses sentiments.» Elle compare ces échanges sur l'écologie avec ceux que l'on peut avoir sur la mort ou la guerre. «C'est une expérience de deuil, mais on est obligé dans la vie de passer par là. Et notre corps, si on le laisse bien travailler, va nous aider à le vivre et à accepter d'être transformé par cette expérience. Si l'enfant sent que vous essayez de minimiser, de lui "remonter le moral" en le distrayant, ce qu'il va retenir, c'est que quand il est triste ou inquiet, l'adulte en face de lui devient stressé, anxieux et se met à parler d'autre chose.»

Mieux vaut donc se préparer car les enfants sont sensibles à ces sujets. Erwan Philippe, enseignant d'une classe de CE2-CM1, est régulièrement interpellé par ses élèves sur des questions d'écologie. «Dans leurs vœux de début d'année, plusieurs d'entre eux ont parlé de la protection de la nature et des animaux», observe l'enseignant, qui a des escouades de sauveteurs de lombrics en alerte permanente dans la cour de récréation.

«C'est une expérience de deuil, mais on est obligé dans la vie de passer par là. Et notre corps, si on le laisse bien travailler, va nous aider à le vivre et à accepter d'être transformé par cette expérience.»

Laelia Benoit pédopsychiatre

V.D.R.

Les défis de l'écologie de l'entraide

Association des territoires pour des solutions solidaires

A l'heure où certains découvrent les violents bouleversements provoqués par les changements climatiques sans pour autant s'émouvoir de leurs conséquences sociales, nous devons collectivement prendre acte que certains aspects de nos vies ne seront définitivement plus les mêmes, et agir en conséquence pour protéger territoires et personnes. Les causes du dérèglement global actuel sont aussi climatiques que systémiques. Bouleversements écologiques et mondialisation débridée conjugués constituent une véritable bombe à retardement en termes de précarités et fractures nouvelles, face auxquelles nous sommes convaincus que seule l'écologie solidaire peut répondre dans un souci de justice et de partage. Il faut collectivement regarder nos actions d'élus et de citoyens dans les territoires avec des yeux neufs,

et imaginer des solidarités nouvelles dont les racines seront l'énergie citoyenne, la mobilisation des territoires et l'étroite articulation des enjeux écologiques et solidaires. Cet engagement local, populaire, n'est pas dissociable d'une action nationale qui doit elle aussi radicalement évoluer, afin d'être mieux planifiée, davantage concertée et beaucoup plus juste. Dans tous les domaines de nos vies, qu'il s'agisse de nous déplacer, nous chauffer, habiter, travailler ou nous nourrir de façon plus durable, les transitions indispensables ne peuvent réussir que si la solidarité en est le préalable et le cœur battant, afin qu'elles emportent l'adhésion et l'implication de toutes et tous. Toutes et tous, cela signifie qu'elles ne devront pas uniquement peser sur les plus pauvres, qui font déjà leur part. Toutes et tous, cela signifie que les plus fortunés devront aussi y contribuer, à la hauteur de leurs moyens et impacts. Elles ne devront pas se traduire par une sobriété imposée mais par une sobriété collective et partagée. Les transitions seront justes ou ne seront pas.

En mobilisant territoires, universitaires, porteurs d'initiatives, entrepreneurs, acteurs associatifs et citoyens, nous entendons démontrer que concilier social et écologie est non seulement nécessaire mais possible. Sécurité sociale de l'alimentation, rénovations thermiques accompagnées, baux réels solidaires, médiateurs écologiques, laboratoires alimentaires et solidaires, aides aux transformations agricoles, associations d'éducation populaire, réemploi solidaire... Les outils et solutions d'une écologie solidaire sont à portée de main si nous avons l'audace et la conviction de nous en saisir. Ces expérimentations locales, qu'elles naissent dans les territoires urbains ou ruraux, apportent la preuve que d'autres modèles désirables existent, elles ouvrent une voie vers d'autres possibles. D'ores et déjà, l'écologie solidaire s'engage pour les fédérer, et les inscrire dans un projet commun. ♦
Signataires à retrouver sur Libé.fr



MATHILDE VAN GHELUWE

Prenons soin maintenant !

Fabienne Brugère
philosophe, présidente de l'université Paris Lumières, professeure à Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis

Pourquoi la solidarité prendrait-elle la forme d'un «prendre soin»? On sait qu'elle lie des personnes de manière solide, qu'elle permet que des individus répondent pour d'autres au nom d'un tout. Les politiques de lutte contre l'exclusion se font au nom de la solidarité nationale. Le collectif protège contre des risques de «désaffiliation» pour reprendre une expression du sociologue Robert Castel.

Notre actualité fait rupture à l'intérieur de la longue histoire du capitalisme. D'une part, la diffusion des idées néolibérales a réinvesti la responsabilité individuelle jusqu'à tenir que les personnes vulnérables doivent être elles-mêmes capables de faire avec ou de lutter contre. D'autre part, la montée des incertitudes et l'imminence des catastrophes – en particulier écologiques – nous habitent où que nous résidions. Les inondations, les glissements de terrain, les canicules, les feux de forêt mais aussi l'éco-anxiété font partie de notre quotidien. Et nous savons qu'en la matière, nous sommes soudés dans un grand tout, la planète, dont nous devrions prendre le plus grand soin. Alors que sont ces solidarités nouvelles que nous aimerions voir advenir pour les enfants, pour la terre que nous cultivons, pour les

animaux que nous fréquentons plus ou moins, pour une société que nous aimerions habitée par des pratiques démocratiques? La solidarité pose la question des frontières de la justice ou plutôt des problèmes de justice criants qui ne sont pas encore résolus. Nos liens peuvent être violents, destructeurs: la déforestation de l'Amazonie est le produit de mauvais liens. Mais, ils peuvent aussi incarner une capacité d'action qui met ensemble les vies, qui se donne les moyens d'en prendre soin contre tous les abus de pouvoir, les appropriations illégitimes. Les solidarités nouvelles réparent un monde abîmé, malmené et parfois dévasté. Les solidarités nouvelles, dans le travail social, se donnent les moyens de réparer les capacités de celles et de ceux qui ne sont pas pris en charge adéquatement. Il n'y a pas de solidarité sans des travailleurs, des acteurs sur le terrain qui offrent des soins, des accueils, des dispositifs d'écoute, des services médico-sociaux pour les enfants en souffrance psychique, pour les femmes victimes de violences, pour les handicapés laissés à

des familles désemparées. Agir de manière solidaire, c'est réparer le monde pour y vivre le mieux possible. La réparation n'est jamais une restauration, cette dernière signant de manière obsessionnelle un retour à l'avant, à l'identique de ce qui existait dans le passé. La réparation imagine un futur où les cicatrices deviennent la promesse d'un nouveauté. Elle peut même incarner une «grande transformation» que nous nommerons «prendre soin du monde» et qui peut valoir comme une nouvelle forme de solidarité. Il n'y a pas que le travail social. Nous sommes solidaires quand nous rendons aux milieux leur équilibre écologique, quand nous préservons l'humain au milieu de son territoire, de ses liens urbains ou ruraux. Des politiques publiques de soutien à la production locale, un tissu industriel inséré dans un territoire dessinent un «prendre soin». Il fait apparaître un jardin commun à entretenir. Et il est complexe. Il va du social à l'écologique. Il oblige à prendre soin de celles et de ceux qui prennent soin. Les chaînes de soin sont partout, à l'infini, de soi au monde. ♦



La décroissance : dépenser moins de nature

Timothée Parrique
chercheur en économie
écologique à l'université
de Lund (Suède)

Phrase à recopier mille fois : l'écologie n'est pas une question de prix. Le monde du vivant s'organise en degrés, en partie par million, en tonnes et en litres, en proportion de matière organique, en nombre d'espèces, etc. Le défi auquel nous faisons face aujourd'hui est celui du dépassement, du déraillement, de l'excès de vitesse de certaines économies vis-à-vis des capacités de charge des écosystèmes. Peu importe les prix (une convention sociale), nous devons dépenser moins de nature (un impératif biophysique). Nous commençons à parler de sobriété et c'est une bonne chose. Mais à quoi bon consommer moins tout en cherchant à produire plus ? On nous demande de limiter notre consommation tout en nous bombardant de publicité pour nous inciter à faire le contraire. Une véritable stratégie de sobriété ne peut se faire sans un ralentissement économique majeur, ce que beaucoup appellent aujourd'hui la décroissance : la réduction de la production et de la consommation qui permettrait d'alléger nos empreintes pour revenir sous les plafonds des limites planétaires. Pour que cette décroissance se fasse de manière juste et conviviale, elle devra être planifiée intelligemment. C'est là que la question des prix intervient. Comment parvenir à baisser notre em-

preinte totale tout en laissant une marge de manœuvre importante à ceux qui ont besoin de consommer davantage ? Réponse : en partageant plus. Selon le dernier rapport d'Oxfam, sur 100 euros de richesses créées en France, 67 euros ont été captés par les 10 % les plus riches, leur permettant de monopoliser une grande partie de notre patrimoine écologique, à commencer par l'espace carbone – les 10 % les plus riches au monde sont responsables de la moitié des émissions globales. Ce « mode de vie impérial » (1) n'est ni juste ni soutenable et va devoir cesser. Nous devons réinventer un système économique capable de décroître aujourd'hui et de prospérer sans croissance (2) ensuite. Il va falloir revoir les prismes de la comptabilité, instaurer un système équitable de quotas carbone, éradiquer la richesse extrême, fortement contraindre les entreprises qui profitent de la destruction du vivant, démarchandiser des pans entiers de notre économie capitalocentrée, adapter le temps de travail pour partager les emplois disponibles, et définir des protocoles de financement en dehors de la logique de la lucrativité. Les euros ne se mangent pas et les prix ne mesurent ni notre santé ni celle de la planète. Il est grand temps de se débarrasser de cette obsession morbide pour l'argent pour enfin recentrer l'économie sur ce qui compte vraiment. ◆

(1) *Le Mode de vie impérial* de Markus Wissen, Ulrich Brand, éd. Humanités (2021).

(2) *Prospérité sans croissance* de Tim Jackson, éd. De Boeck Supérieur (2017).

Pour un surcroît de démocratie

Laurent Berger
secrétaire général
de la CFDT

Partout, la fréquence des catastrophes climatiques ou des épisodes de températures extrêmes nous permettent de constater les effets du dérèglement climatique mis en lumière depuis des décennies par les scientifiques. Et si les conséquences du réchauffement climatique ont un impact sur chacun d'entre nous, ses effets les plus dévastateurs touchent en priorité les personnes les plus vulnérables, souvent les

plus pauvres. Derrière les chiffres se cachent des vies : des enfants, des femmes et des hommes qui auront toutes les difficultés à se nourrir, se loger, se soigner, s'éduquer... Les retards pris dans nos engagements internationaux obligent désormais à aller plus vite et plus fort dans la transition écologique. Les solutions sont connues et documentées, et de fait, la transition écologique porte en elle la réduction des inégalités sociales et de lutte contre la pauvreté. C'est le

coeur du projet de société du Pacte du pouvoir de vivre, alliance que nous avons initiée en 2019 et qui compte aujourd'hui 64 organisations. Notre conviction est qu'une société plus résiliente naîtra de l'alliance de l'écologie, de la justice sociale et du renouveau démocratique. Notre conviction est qu'il est possible de redonner, au quotidien, le pouvoir de vivre et d'agir aux citoyens tout en préservant la planète. Renover les passeroles thermiques, accélérer la transition agroécologique ou développer les transports collectifs sont autant de façons de relever le défi climatique tout en permettant à chacun, et d'abord aux plus pauvres, de se chauffer correctement sans faire exploser la facture ; de se nourrir plus

sainement ; de se déplacer et de faire du lien. Il s'agit de bâtir une transition écologique juste qui parte du réel, à l'écoute du vécu de chacun. Sur la méthode, l'histoire montre que toute ambition forte de transformation est vouée à l'échec sans la participation des acteurs sociaux. Concrètement, pour être juste, la transition doit s'accompagner d'un « surcroît » de démocratie qui associe Etat, collectivités territoriales, société civile, entreprises et citoyens. En cela, le Conseil national de la refondation aurait pu être une bonne méthode sans cette absence de gouvernance et de volontarisme. Il n'est pas trop tard : il faut réhabiliter des espaces de concertation et de participation dignes de

ce nom. Sur le fond, la transition écologique ne sera juste que si le poids des mutations est équitablement réparti, afin de permettre à tous d'y prendre part : citoyens, travailleurs, consommateurs, entreprises. Cela implique d'accompagner les secteurs et les travailleurs exposés. Cela implique aussi de mobiliser les ressources financières en faveur des investissements et des accompagnements indispensables. Enfin, cela implique une réhabilitation de l'action publique et donc de l'impôt, outil irremplaçable de mutualisation et de redistribution des richesses. Ce qui manque, ce ne sont pas les marges de manœuvre, c'est la volonté politique d'agir pour offrir aux citoyens un avenir durable. ◆



MATHILDE VAN GHELUWE

Une association en tuteur des agriculteurs

Sur tout le territoire, Solidarité paysans intervient pour soutenir et conseiller les cultivateurs et éleveurs en difficulté.

Gilbert Michaud a 75 ans. Des parents agriculteurs, un fils agriculteur. Trois générations avec la même profession, mais pas le même métier. Au bout du fil, le président de l'association Solidarité paysans pour

l'ancien région Poitou-Charentes soupire. «*J'ai passé l'exploitation à mon fils en 2006. C'est lui qui a tout foutu en l'air.*»

Péril. Il continue, pince-sans-rire: «*D'abord, il a commencé par me dire qu'il ne voulait plus de vaches. Ensuite, il a demandé l'autorisation de planter des arbres. Je lui ai dit: "Tu ne vas quand même pas faire ce que j'ai défait?" Moi j'étais du genre productiviste et lui a transformé l'exploitation en bio avec de l'agroforesterie. En clair, j'ai arraché les arbres, il en a re-*

planté.» Le recul sur son activité n'est pas arrivé du jour au lendemain. Il lui a fallu du temps pour réfléchir et «*digérer.*»

Du temps pour se dire qu'il avait commis des erreurs, pour regarder à nouveau autour de lui et se rendre compte: moins d'oiseaux, moins de gibiers, moins d'insectes. «*On a contribué à tout ça. Oui, j'ai du recul. Et j'ai des regrets aussi. D'avoir été aussi productiviste, d'avoir épandu autant d'insecticides, d'herbicides, de pesticides.*» Il concède qu'il s'agissait d'une «*autre époque*» avec l'in-

jonction de «*nourrir la France*». Il insiste pourtant. Pour lui, il était possible de faire autrement. Et c'est l'effondrement de ce système qu'il accuse de mettre les derniers paysans en péril. Il les décrit nombreux sous l'eau, perdus dans les changements techniques, technologiques, pour lesquels ils n'ont jamais été accompagnés. La charge de travail physique a fait place aux pressions psychologiques et administratives.

«**Fierté.** C'est là que Solidarité paysans intervient. Quelles que soient les difficultés rencontrées, des membres proposent un accompagnement. C'est le mot-clé, puisque selon Gilbert Michaud, l'association est présente à travers un salarié et un bénévole à chaque étape à laquelle l'agriculteur doit faire face. Rendez-vous à la banque, chez les créanciers, devant la justice, etc. «*C'est notre fierté, raconte le retraité. Quand un paysan nous appelle, on le suit autant de temps qu'il le faut et jusqu'à ce qu'il aille mieux. Même si ça veut dire aller jusqu'à la liquidation et trouver un travail ailleurs. On ne le lâche pas.*» Sur le site de la structure, des témoignages pudiques s'égrènent, la plupart ne souhaitent pas s'étendre sur leurs problèmes. Instaurer un climat de confiance est le premier travail de l'association.

Malgré son ton résolu et sa volonté d'aider coûte que coûte, une pensée continue d'inquiéter le septuagénaire. La baisse drastique du nombre de paysans, dont une partie a presque atteint l'âge de la retraite, et le peu d'espoir d'installation. «*On ne peut pas inciter des gens à s'installer alors qu'il n'y a pas de revenu.*»

ÉVA TAPIERO

Des kits pour assécher les dépenses en eau

En Seine-Saint-Denis, le projet EcEAUnome permet aux usagers de réduire leur consommation. Et leurs factures.

Léonor Cortes, cheffe du service Solidarité Logement au conseil départemental de Seine-Saint-Denis, explique le projet EcEAUnome. «*Le projet a débuté en 2019, avec des visites à domicile. On vise l'ensemble du territoire en pavillonnaire, en logement social et en copropriété. Malgré la crise du Covid, nous avons pu, en quatre ans, toucher 40 000 ménages. Outre l'installation de kits hydro-économiques (composés d'aérateurs de robinet, de régulateurs de douche ou de pommeaux), on s'est rendu compte que le passage de l'opérateur permet-*

trait de repérer les fuites dans les appartements. Au final, une économie de 257 euros par an en moyenne est constatée. Il y a également une sensibilisation des ménages aux écogestes: apprendre à couper l'eau quand on se lave les dents, bien régler le chauffe-eau, lire sa facture, savoir bénéficier des heures creuses ou privilégier la douche au lieu du bain. Autant de façons de diminuer sa consommation.

«*Dans notre arsenal, pour répondre à la difficulté financière des ménages, nous intervenons pour aider à couvrir des dettes d'impayés locatifs dues aux charges ou aux factures des fournisseurs d'énergie. Pour le volet préventif, nous allons chercher des ménages encore méconnus des services d'accompagnement social et nous leur expliquons leurs droits. Le service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie (Slime) effectuée de son côté un diagnostic social pour orienter les ménages vers*

des solutions concrètes. Cet aspect préventif est pour nous essentiel.

«*Pour que l'ambassadeur d'EcEAUnome soit bien reçu, l'information est disponible sur le site du département et les visites annoncées à l'avance. Ce n'est pas du démarchage sauvage, mais une approche interactive. Les ménages sont parfois en situation délicate, alors un courrier dans les boîtes aux lettres ou un affichage permettent de faire tomber les réticences ou les craintes.*

«*Les chiffres nationaux montrent qu'un ménage sur cinq en France est en situation de précarité énergétique. Et en Seine-Saint-Denis, un quart de la population est en dessous du seuil de pauvreté. Nous devons mettre davantage de crédit sur la table pour ces actions de prévention et d'information des ménages.*»

Recueilli par DIDIER ARNAUD

PROGRAMME

MERCREDI 1^{ER} FÉVRIER

9 HEURES

ACCUEIL ET INAUGURATION de l'exposition «Un engagement citoyen» de SOS Méditerranée.

10 HEURES

URGENCE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE: L'Ecologie sera solidaire ou ne sera pas.

14 HEURES

Deux conférences en simultané

TRAVAILLER La responsabilité territoriale des entreprises (RTE), levier privilégié des transitions sociales et environnementales?

PARTICIPER Climat et solidarités, comment faire entendre sa voix aujourd'hui?

15 H 30

ANTICIPER La résilience, nouvelle priorité humaine et territoriale?

S'ENGAGER Plus vulnérable et plus radicale, que revendique la jeunesse post-Covid?

17 HEURES

COOPERER Le département de la Gironde et la mairie de Bordeaux lancent la Fabrique girondine de l'écologie solidaire.

JEUDI 2 FÉVRIER

Journée animée par Eve Szeftel, journaliste à «Libération»

9 H 30

PRESENTATION du baromètre 2023 de Solutions solidaires.

10 H 30

CONSOMMER Dépenser moins et autrement, à quel prix?

11 H 30 HEURES

HABITER Ville, village, maison... où atterrir?

14 HEURES

SE DÉPLACER Enregistrement public du podcast *Atelier solidaire*, en partenariat avec Alternatives économiques, sur le thème des mobilités.

15 HEURES

PRENDRE SOIN Les chemins de l'écologie passent-ils par le care?

16 HEURES

CARTE BLANCHE Usbek & Rica et Libération.

17 HEURES

CONCLUSION DES JOURNÉES Avec Jean-Luc Gleyze, président du département de la Gironde.

Rendez-vous

à l'Hôtel du département de la Gironde, à Bordeaux.

Live, programme complet et contributions à retrouver et suivre sur [Libération.fr](http://liberation.fr)